

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 517

Artikel: Multinationales : le visage de Nestlé ailleurs
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016646>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Intimider le Souverain

en mains sûres? Strictement rien. Pourquoi alors leur refuser un emploi? Il ne s'agit que de cela en effet; on ne les déporte pas en Sibérie, et on ne leur supprime même pas l'assurance vieillesse. Pourquoi alors tout ce bruit? Après tout, s'ils n'ont pas de rentes pour vivre, ils ont la possibilité de chercher un autre emploi et d'ailleurs, ce n'est pas d'eux en tant que personnes qu'il s'agit — C'est là le point: Le but de la répression, de la répression ouverte, c'est l'intimidation de tous, l'intimidation de la majorité, que le Conseil fédéral, quand il n'est pas en train de traiter avec les lobbies, nomme humblement: le *souverain*. Ce souverain, c'est nous.

Et nous sommes humains: si l'un de nous entend parler de tels cas et qu'il a un peu de bon sens, qu'il n'est pas complètement farfelu, il a compris: ça ne me vaut rien, ni à ma femme, si elle est institutrice, ça ne vaut rien à nos enfants, s'ils veulent un jour recevoir une bourse, simplement parce qu'ils sont doués, non, ça ne vaut vraiment rien de penser autrement que ce prétendu souverain. Pourquoi irais-je, comme employé de la Confédération ou d'une grande banque patriotique, adhérer à un parti qui n'a de toute manière aucune chance, parce qu'il n'est pas une banque, et qui de surcroît n'a même pas de grand journal qui puisse mettre sur pied une Opinion publique; comment voulez-vous en effet qu'un journal se maintienne sans les annonces des entreprises qui peuvent se payer des annonces et qui ne donnent bien sûr pas d'annonces à un journal qui les surveille de près? (Tout cela est connu).

Dans le journal, tel compatriote est désigné comme *gauchiste*: voilà déjà l'Opinion publique dressée contre lui. Ce qu'il a proposé, n'en parlons plus: c'est un *gauchiste*. Autre appellation qui agit aujourd'hui sur

l'Opinion publique presque comme l'étoile juive: intellectuel de gauche... "Pourquoi ne vous tirez-vous pas une bonne fois à Moscou (de temps à autre je reçois ce genre de carte postale), espèce de safaud, de misérable!" Signature illisible... Nul besoin que le journal explique à son lecteur, trop fatigué bien sûr après son travail pour lire des livres, ce qu'il faut entendre par intellectuel de gauche: on sait bien! Que sait-on? C'est aussi un de ceux-là! Est-ce qu'il pose des bombes? Toujours est-il qu'il essaie de réfléchir aux causes du terrorisme ou à la destruction de notre environnement et une pensée qui excède la simple pensée du profit est d'emblée suspecte. Qui peut bien leur donner de l'argent? Le simple fait que ces individus (à lunettes et à barbe, ou sans lunettes et à calvitie et sans barbe, ou avec tout cela à la fois) osent apparaître publiquement sans être flanqués d'un modérateur de la télévision suisse, c'est déjà de l'extrémisme de gauche. Alors autant se taire...

MULTINATIONALES

Le visage de Nestlé ailleurs

Nestlé sur tous les fronts. Au début de la semaine, la réunion consacrée à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant à l'Organisation mondiale de la santé. Sur la lancée du boycott mené contre Nestlé notamment par les organisations américaines de consommateurs, cette séance de travail des spécialistes réunis par l'Oms était promise depuis des semaines à un fameux coup de projecteur dans le monde entier.

Il est d'autres combats que mène la multinationale suisse et qui n'ont pas le même retentissement.

Voyez par exemple les agissements de la multinationale suisse au Japon où elle est installée depuis 1920 (6% de son chiffre d'affaires global à l'heure actuelle). 2200 salariés, 700 mil-

lions de dollars américains de vente, Nestlé, premier fabricant de café instantané du pays, est aussi l'une des très rares transnationales qui possède entièrement sa filiale japonaise (cf. le bulletin de l'Uita, Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes, nos. 7-9/1979).

Donc, Nestlé Japon est aux prises depuis des années avec l'organisation syndicale qui représente les employés de bureau et les ouvriers qu'elle emploie. La chronologie de l'affrontement entre la direction et les représentants des travailleurs est particulièrement significative d'un climat d'intolérance. Voici les points de repères que rappelle le correspondant de l'Uita sur place:

- en 1973, la société crée un nouveau département qui se consacrera aux "affaires syndicales";
- deux ans plus tard, en 1975, elle embauche des "experts" en campagnes anti-syndicales, dont la réputation est semble-t-il bien assise;
- l'année suivante, la direction tente de supprimer unilatéralement le droit de grève: conflit avec le syndicat;
- au début de 1977, six membres du syndicat, tenus pour des éléments importants de l'organisation, sont promus à des postes de "maîtrise", "contre la volonté des responsables syndicaux";
- la même année, la direction refuse d'accorder un congé-maladie à trois employés de bureau sous prétexte qu'ils ne sont pas victimes d'une maladie professionnelle (par la suite, souligne l'Uita, le gouvernement lui-même appuiera la réclamation de deux des trois plaignants);
- en mars 1978, le responsable des relations professionnelles de Nestlé Japon tient en public des propos contre le syndicat, provoquant une protestation et une action légale; la même année, en décembre, "alors que se poursuivent les négociations pour une nouvelle convention collective, la société décide de supprimer les congés syndicaux et la retenue des cotisations";

— en avril de cette année, alors que toutes les sociétés japonaises présentent de nouvelles propositions salariales aux syndicats, Nestlé Japon seule cherche à gagner du temps; c'est le début de toute une série d'actions revendicatives menées par le syndicat marquées par une alternance de grèves et de propositions directoriales jugées insuffisantes; ce n'est qu'au mois de juillet dernier, après intervention des instances internationales du syndicat que Nestlé Japon signe un accord sur les augmentations de salaires et les heures supplémentaires (Nestlé, en un premier temps, avait "grosso modo" proposé que ces dernières deviennent obligatoires plutôt que volontaires).

RECU ET LU

La longue marche vers la transparence

Ce n'est pas encore le moment de chanter victoire. Loin de là. Le règne de la transparence n'est pas encore venu dans les secteurs économiques et industriels. Notons pourtant quelques efforts qui méritent d'être soulignés dans le domaine de l'information. Les expériences les plus intéressantes ont pour cadre, dans ce domaine comme dans d'autres, on s'en serait douté, la Suisse allemande.

Depuis quelques années, la partie réservée à l'"économie" s'est considérablement étoffée dans les grands quotidiens comme la "Basler Zeitung" ou le "Tages Anzeiger". Des enquêtes originales encore trop rares (confidentialisme helvétique oblige; faute de sources de renseignements indépendantes; faute de moyens, peut-être) pour les lecteurs un tant soit peu familiers de la presse d'outre-Atlantique ou même de celle d'outre Rhin; mais une présence active et souvent plus critique qu'il n'y paraît au premier abord sur tous les fronts où le patronat daigne s'exposer aux questions des journalistes (conférences de presse répercutées avec un luxe de détails inconnu de ce côté-ci de la Sarine).

Et surtout l'apparition de publications spécialisées est en passe de transformer radicalement ce coin du paysage journalistique. Ce sont les contributions hebdomadaires de la "Handelszeitung" que nous citons régulièrement dans ces colonnes, et qui frappent par leur fiabilité et leur clarté. Ce sont aussi les livraisons mensuelles du magazine édité par le groupe Jean Frey (éditeur Weltwoche Verlag AG), "Bilanz", de plus en plus substantielles — le numéro d'octobre atteint le total respectable de deux cents pages de textes et de publicité — et attractives. Si tant est que la polarisation économique et industrielle doive inexorablement se préciser à l'avantage de la région zurichoise, voilà un instrument de travail qui se révélera indispensable aussi bien dans la partie francophone du pays. Particulièrement intéressant dans le dernier numéro de "Bilanz": une somme sur les banques étrangères établies en Suisse — une dizaine de pages de textes, de tableaux et d'interviews —, une enquête sur la querelle des routes nationales.

La bataille sera rude, là aussi, pour le nouveau et imminent bi-mensuel de gauche "Tell", produit comme on le sait de la fusion de la "Leserzeitung" et de "Focus".

— Dans le magazine du "Tages Anzeiger" du week-end (no. 40) quelques pages de textes et de photographies (en prime, une bibliographie impressionnante) consacrées à un sujet qui nous est cher et que nos lecteurs connaissent mieux depuis un des derniers points de vue de Gil Stauffer, les jardins "sauvages" ("pourquoi les prairies émaillées de fleurs seraient-elles superbes dans nos montagnes et haïssables dans les villes?").

— Multiplication des articles consacrés aux prochaines élections fédérales comme de juste dans l'ensemble de la presse. Avec son cortège de lassitudes inévitables nées des répétitions des slogans et des déclarations d'intention, mille fois redites sous forme de publicités payantes ou de textes rédactionnels. Difficile

de faire un tri à travers la presse romande. Etonnant pourtant et particulièrement intéressant ce petit article paru dans "La Liberté" (8.10.1979), signé F.G. et dépeignant la campagne telle qu'elle se présente à la radio et à la télévision. La SSR avait pris ses précautions et des directives draconiennes avaient été publiées il y a belle lurette déjà pour empêcher que des candidats se fassent à bon compte une publicité personnelle sous des étiquettes diverses dans les semaines précédant le scrutin.

Le diagnostic de F.G.: "Gauchistes, la radio et la télévision? Pas en tout cas en cette période électorale où elles font la part belle aux partis établis et semblent incapables d'empêcher des infiltrations de propagande dans les programmes d'information ou de divertissement. A quand l'émission "Au fond à droite"?"

Les exemples de l'auteur. Cette récente "Table ouverte" consacrée aux médicaments et où on vit M. René Payot, pharmacien à Grandson, se faire le porte-parole de la Société suisse de pharmacie. Le savait-on en coulisses? Ledit René Payot est aussi candidat libéral vaudois pour le National.

Ce long entretien d'Emile Gardaz avec M. Alfred Oggier le dernier dimanche de septembre: les auditeurs faisaient bien sûr connaissance avec un candidat inscrit sur la liste radicale dans le canton de Fribourg...

Cette conférence de presse "d'aspect anodin" tenue par les radicaux le 28 septembre, dont la radio rendit compte bien entendu, mais qui n'était en fait qu'une manifestation électorale (à l'image du dernier congrès PDC où M. Wyer put à l'antenne lire le manifeste de son parti)...

Et cette dernière question: "Faut-il croire aussi ceux qui mettent en doute l'opportunité de confier l'ensemble des émissions radiophoniques de préparation aux élections à un journaliste, par ailleurs talentueux, qui signe dans le service de presse du Parti radical des articles fort agressifs à l'endroit des programmes des partis socialistes et démo-chrétiens?"